



GREGORY VETCHENIZA/MAX PPP

VALLÉE DE L'ARVE

La bataille de l'air a commencé

2018, année décisive dans la lutte pour la qualité de l'air ? C'est l'espoir des habitants de la vallée de l'Arve qui, après le pic de pollution de fin 2016, ont décidé d'agir. En attendant que l'État prenne ses responsabilités.

par **Véronique Badets**



clone, j'ai vécu un cauchemar. En effet, depuis quatre ans, je souffre d'une sinusite chronique, qui me donne de violents maux de tête en cas de forte pollution. Quand elle survient, je ne peux pas sortir de chez moi et dois inhaler deux fois par jour, à l'aide d'un masque, un traitement à base de corticoïde et d'antibiotique. » Ce masque en caoutchouc, relié par des tuyaux à un appareil, est devenu le symbole de sa révolte. Elle l'a porté lors des manifestations et interpellations d'élus locaux qui ont émaillé le pic de pollution de l'hiver dernier, historique par sa longueur. En effet, du 30 novembre 2016 au 4 janvier 2017, les habitants de la vallée de l'Arve ont respiré durant trente-cinq jours consécutifs un air dont la concentration en particules fines (*lire encadré p. 21*) était supérieure à la valeur limite fixée par l'Union européenne.

Un territoire très exposé

Cet événement exceptionnel était provoqué par le phénomène de l'inversion des températures : l'air chauffé en hauteur par les rayonnements du soleil sur la montagne empêchait l'air froid de remonter et, avec lui, les particules fines qui ne peuvent plus se disperser dans l'atmosphère. Difficile de trouver territoire plus exposé au risque de pollution que cette vallée alpine ! Très encaissée, souffrant d'un trafic routier intense lié au tunnel du Mont-Blanc et à la fréquentation de stations de ski prestigieuses, elle concentre de nombreuses industries spécialisées dans la fabrication de petites pièces mécaniques, et le chauffage au bois y est très répandu. En contexte préélectoral, le pic de pollution de l'hiver dernier a catalysé la colère de milliers d'habitants, exaspérés par l'absence de solutions à la hauteur de la pollution chronique qu'ils subissent depuis plusieurs décennies. « On était au bout du rouleau. Une semaine à peine après le début du pic, les gens étaient déjà dans la rue pour manifester. Je n'ai jamais vu ici une mobilisation aussi forte et spontanée », se souvient Anne Lassman-Trappier, militante de longue date pour la qualité de l'air et présidente de l'association Inspire.

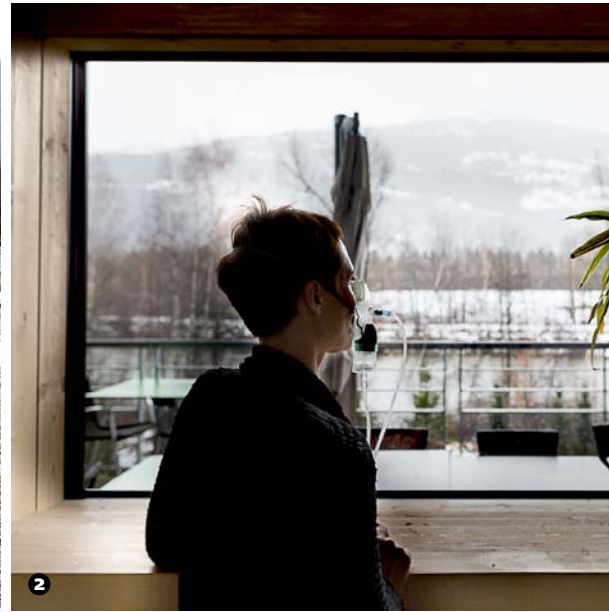
Un an après, ce grand coup de poing sur la table a-t-il fait bouger des choses ? La vallée de l'Arve est-elle enfin entrée dans la bataille pour changer d'air ? Hasard du calendrier : en 2017, l'État a mis en route huit groupes de travail pour accoucher d'un nouveau plan de protection de l'atmosphère (PPA) dans

DURANT DEUX JOURS, impossible d'apercevoir le mont Blanc. Ni même le sommet des coteaux qui bordent cette vallée de l'Arve, longue de 80 kilomètres, entre Annemasse et Chamonix (Haute-Savoie). Alors qu'en haut, sur la montagne, sévit la tempête Eleanor, en bas, c'est une pluie épaisse et harassante qui tombe sans discontinuer sur la dernière semaine des vacances de Noël. Une déception pour les touristes mais un soulagement pour Anne-Laure, 42 ans, résidente à Passy. « Je redoute le beau temps l'hiver, car cela veut dire que l'air sera pollué. Il y a un an, lors du long pic de pollution lié à la présence d'un anticy-

Par beau temps, en hiver, une nappe de pollution flotte au-dessus de la vallée de l'Arve, qui cumule une forte activité industrielle, un gros trafic routier, et beaucoup de chauffage au bois. La mobilisation générale semble avoir enfin sonné contre ce fléau.



1



2



3



4

1| **Timothée Vendrenne, employé par la communauté de communes du pays du Mont-Blanc, va à la rencontre des habitants pour parler pollution de l'air.**
2| **Anne-Laure souffre de sinusite chronique depuis qu'elle vit dans la vallée : elle porte ce masque pour se soigner en cas de crise.**

CHRISTOPHE STRAMBA-BADALU/HATHAN-REA

➤ la vallée de l'Arve, censé décliner les mesures nécessaires pour reconquérir la qualité de l'air. La première mouture de ce plan, mise en place de 2013 à 2017, n'a pas donné les résultats escomptés, faute d'être appliquée. Changement de méthode cette fois-ci : tous les acteurs de la vallée, dont le secteur économique (et plus seulement les associations et organismes volontaires), ont été sollicités pour l'écrire autour de thèmes clés : santé, citoyenneté, transport, déchets, habitat résidentiel, agriculture... « Avec cette méthode participative, nous espérons que les mesures

seront acceptées et donc vraiment appliquées, souligne Anne Lassman-Trappier, qui avait participé à l'élaboration du PPA n° 1. Chacun fait un bout de chemin vers l'autre. Je suis surprise par l'écoute des services de la préfecture et des industriels, très différente du mépris que nous recevions il y a encore cinq ans, quand on alertait sur la pollution. Grâce à la mobilisation citoyenne de l'hiver dernier, ils savent que nous représentons une grande partie de la population. » En ce premier mercredi de janvier, à Chamonix, trois transporteurs routiers sortent



3| Le docteur Champly a découvert à l'hôpital les ravages de la pollution sur la santé, avant de s'engager dans la bataille de l'air.
4| Gérard Amiel, qui a repris les transports Mermet situés dans la vallée de l'Arve, veut développer la flotte de camions roulant au gaz naturel.

ainsi d'une réunion sur le nouveau PPA avec la préfecture et quelques élus locaux. Leur objectif : développer le gaz naturel pour véhicules (GNV) pour leurs camions, qui desservent essentiellement les entreprises de la vallée. Actuellement, seuls 25 camions roulant au GNV sont en service (sur environ 900 véhicules de plus de 3,5 tonnes assurant un trafic local). « Aller plus loin permettrait de réduire sensiblement le dioxyde d'azote, qui est l'autre source importante de pollution ici, explique Pascal Megevand, transporteur engagé sur ce dossier. Mais un camion GNV coûte 20 % à 25 % plus cher. Et nous avons actuellement une seule station-service dédiée sur la vallée. Nous travaillons donc avec les pouvoirs publics pour en installer deux autres, et trouver des incitations économiques afin de promouvoir le GNV. Je crois qu'ici, nous sommes en train d'expérimenter ce qui sera bientôt généralisé en France », conclut-il avec fierté.

Des habitants en demande

Le même jour, autre « expérimentation » dans la vallée : du porte-à-porte pour parler pollution de l'air avec les habitants. Timothée Vendrenne est l'un des quatre « Ambassadeur » embauchés à l'automne 2017 par la communauté de communes du pays du Mont-Blanc. « La crise de l'hiver dernier a montré que les habitants sont en demande d'informations et d'échanges sur le sujet, explique-t-il. Notre rôle est de répondre à leurs questions et de les inciter à poser un geste concret contre la pollution de l'air. Par exemple, changer leur vieux chauffage au bois grâce aux aides existantes dans la vallée de l'Arve : au moins 2 000 € pour acquérir un modèle plus performant, toujours au bois, mais qui permet de réduire jusqu'à trente fois les émissions de particules fines. »

Bref, le choc du pic de pollution de fin 2016-début 2017 pousse de plus en plus d'entreprises locales et de communes à se saisir du problème. Mais cela sera-t-il suffisant pour gagner la bataille de l'air pur ? Frédéric Champly pense que non. Médecin urgentiste au centre hospitalier de la vallée de l'Arve, il s'est présenté aux législatives 2017 sur le thème exclusif de la pollution atmosphérique... et a recueilli 13,2 % des voix. « Il y a des solutions cruciales qui ne sont pas sur la table aujourd'hui, déplore-t-il. Comme la fermeture de l'incinérateur de déchets situé à Passy, qui

est une aberration dans une vallée encaissée comme la nôtre. Ou encore le développement de l'autoroute ferroviaire alpine (AFA) : elle est actuellement sous-utilisée car elle ne correspond pas à ce qu'attendent les transporteurs. Moyennant un faible investissement et un peu de volonté politique, elle permettrait aux camions internationaux les plus polluants de traverser les Alpes sur les rails au lieu d'emprunter le tunnel du Mont-Blanc. »

Une chose est sûre : les habitants de la vallée de l'Arve devront attendre mars 2018 pour connaître les suites concrètes de leur mobilisation. Le préfet de Haute-Savoie et le ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot annonceront alors les mesures qu'ils estiment nécessaires pour reconquérir un air sain dans la vallée. Et au-delà, tant ce territoire est devenu le symbole d'un problème national de santé publique. ●

Un coût humain & financier exorbitant

Les effets de la pollution de l'air sur la santé vont au-delà des seules voies respiratoires. Les particules fines (PM 10 et PM 2,5) sont classées cancérigènes pour l'homme par l'Organisation mondiale de la santé. Elles pénètrent jusqu'aux alvéoles des poumons puis dans la circulation sanguine. Tous les organes peuvent ainsi être affectés. En France, la pollution due à ces seules particules (il y a d'autres sources de pollution atmosphérique) entraîne 48 000 décès prématurés par an, soit 9 % de la mortalité. À cela s'ajoutent toutes les maladies qu'elle suscite, de l'asthme à l'accident vasculaire

cérébral. En 2015, une commission d'enquête du Sénat a donné pour la première fois une évaluation de ce que coûte à la France, chaque année, la pollution de l'air : 101 milliards d'euros. Cela inclut les conséquences sanitaires mais aussi non sanitaires, comme l'impact, notamment, sur les rendements agricoles. Et le Sénat a pris soin de souligner que son chiffrage était une vision minorée du phénomène : beaucoup de polluants ne font pas l'objet de mesures et « l'effet cocktail » des différents polluants de l'air n'est pas pris en compte dans les études épidémiologiques menées.